

Conférence annuelle d'Economiesuisse

Priorités de politique économique, innovation et esprit d'entreprise

Economiesuisse formule pour l'année en cours de claires exigences en matière de politique économique, ceci dans le cadre d'un programme faisant ressortir six priorités. L'organisation faïtière de l'économie combattra résolument l'initiative sur les six semaines de vacances et celle intitulée «Accords internationaux: la parole au peuple!». Par contre, elle entend s'engager plus particulièrement en faveur de l'innovation et de la recherche ainsi que de la garantie de l'indépendance de la Banque nationale.

L'économie suisse sera mise à rude épreuve durant toute cette année. Le franc fort, associé à la crise de l'endettement et à une conjoncture mondiale affaiblie, freine la dynamique de croissance et menace des emplois. Sur le front politique également, les défis ne manquent pas, comme l'a indiqué Gerold Bührer, président d'Economiesuisse, dans le cadre de la conférence de presse annuelle de l'organisation faïtière de l'économie. «L'initiative de l'ASIN «Accords internationaux: la parole au peuple!» affaiblirait notre marge de manœuvre de politique extérieure et doit être rejetée dans l'intérêt national.» Economiesuisse combattra cette initiative aussi activement que celle de Travail.Suisse, qui veut accorder à tous les travailleurs suisses six semaines de vacances. De nombreuses entreprises ne supporteraient pas cette charge financière supplémentaire, d'autant moins dans une période de turbulences. L'initiative menace avant tout des emplois.

Les six priorités de politique économique

En vue de la nouvelle législature, l'organisation faïtière mettra l'accent sur six priorités de politique économique, selon le président Gerold Bührer. Pour cela, Economiesuisse formule en particulier les exigences suivantes:

■ Politique monétaire

L'indépendance de la Banque nationale a fait ses preuves et doit rester totale, surtout au vu des turbulences actuelles. On ne saurait accepter sous aucun prétexte que, à la suite des ré-



Photo: ABB

Œuvrer pour des conditions-cadre favorisant l'innovation et la recherche en Suisse.

cents événements, la Banque nationale soit politisée et entravée dans l'accomplissement de son mandat. Sur le plan de la politique monétaire, elle doit absolument défendre le taux plancher.

■ Politique économique extérieure

Afin de mieux s'implanter sur de nouveaux marchés, la Suisse doit resserrer les mailles de son réseau d'accords de libre-échange. Résilier l'accord sur la libre circulation des personnes conclu avec l'UE serait dangereux. Cela mettrait en péril les accords bilatéraux avec l'UE, ce qui doit absolument être évité. L'initiative de l'ASIN «Accords internationaux: la parole au peuple!» nuirait à nos intérêts nationaux, c'est pourquoi l'économie la combat.

■ Politiques budgétaire et fiscale

Le frein à l'endettement ayant fait ses preuves pour les finances de la Confédération, un instrument compa-

nable s'impose pour les assurances sociales. Une mesure importante pour renforcer la place économique est la mise en œuvre de la réforme de l'imposition des entreprises III.

■ Énergie, environnement et infrastructures

Des jalons doivent être posés afin de garantir la faisabilité de la mutation énergétique souhaitée. Les priorités définies par l'économie sont la sécurité de l'approvisionnement, des prix compétitifs et la sauvegarde de l'environnement. Quant aux infrastructures de transport, elles doivent être développées de manière ciblée et financées par les utilisateurs.

■ Formation et recherche

Dans le contexte de la concurrence mondiale, il est particulièrement important de promouvoir l'innovation, avant tout dans les branches techniques (MINT). Ces prochaines anné-

es, la priorité budgétaire devra être donnée aux dépenses de formation et de recherche.

■ Réglementation

Lors de l'élaboration d'une réglementation, il convient d'accorder davantage d'attention à la compétitivité. La protection de la «Swissness» doit être mise en œuvre de manière non bureaucratique. L'initiative populaire sur les six semaines de vacances doit être refusée dans l'intérêt de l'économie et de l'emploi. En ce qui concerne le contre-projet à l'initiative populaire «contre les rémunérations abusives», il s'agit de renforcer les droits des actionnaires tout en préservant l'attrait de la place économique suisse.

Ne pas mettre en jeu les accords bilatéraux

L'organisation économique entend également combattre fermement toutes les initiatives visant à restreindre massivement ou à interdire complètement l'immigration. La Suisse a largement tiré

profit de la libre circulation des personnes avec l'UE au cours de ces dernières années. economiesuisse ne conteste pas que l'augmentation des flux migratoires a aussi des conséquences négatives. Il importe de s'attaquer de manière ciblée à ces dernières au lieu de résilier l'accord sur la libre circulation des personnes, ce qui mettrait en jeu à la légère l'ensemble des accords bilatéraux conclus avec l'UE.

Renforcer la place industrielle suisse grâce à l'innovation

En 2012, au-delà de la lutte contre ces interventions défavorables pour l'économie, economiesuisse renforcera son engagement en faveur de l'innovation et de la recherche en Suisse. Notre pays fait partie des plus innovants au monde. Aux yeux de Christoph Mäder, vice-président d'economiesuisse et président de l'organisation économique science-industries, il importe de défendre à tout prix cette position, grâce à des conditions-cadre excellentes, et, si possible,

de la renforcer. La collaboration et les liens entre les hautes écoles et l'industrie peuvent être améliorés et l'autorisation de produits innovants accélérée. Il s'agit en outre d'éviter la délocalisation rampante d'entreprises productives en renonçant à introduire des charges supplémentaires pour les sociétés. Le fait est que la production et les processus d'innovation sont étroitement liés et interdépendants.

Pascal Gentinetta, directeur d'economiesuisse, a souligné que «le succès de l'économie suisse s'explique principalement par la capacité d'innovation des entrepreneurs et n'est pas dû à une politique industrielle dictée par l'État». Le danger de l'étatisation et du protectionnisme est d'autant plus marqué dans des périodes économiquement difficiles. Pour economiesuisse, les pistes les plus efficaces pour surmonter la crise sont l'esprit d'entreprise et l'innovation. ■

Examens

H | R | S | E

Human Resources Swiss Exams

Certificat d'assistant(e) en gestion de personnel

Examen de printemps 2012:

16.03.2012 | Examen écrit | Montreux & Genève

Examen d'automne 2012:

03.09.2012 | Examen écrit | Montreux & Genève

Taxe d'examen: CHF 440.-

Délai d'inscription: 27 janvier 2012 et 20. juin 2012

Informations et inscription

www.hrse.ch

Examen professionnel pour spécialiste en RH

Examen d'automne 2012:

04./05.09.2012 | Examen écrit | Yverdon-les-Bains

16. - 19.10.2012 | Examen oral | Fribourg

Taxe d'examen: CHF 1'350.-

Délai d'inscription: 15 mars 2012

Human Resources Swiss Exams | c/o SEC Suisse | Départ. Formation |

Rue St-Honoré 3 | Case postale 3013 | 2001 Neuchâtel | Tél. 032 724 87 24 | examens@secsuisse.ch

Examen supérieur pour responsable en RH

Examen d'automne 2012:

08.10.2012 | Examen écrit | Bern

09.10.2012 | Examen oral | Bern

Taxe d'examen: CHF 2'900.-

Délai d'inscription: 15 mars 2012

